

**RESUME :** En RDC, depuis plusieurs semaines maintenant, le M23<sup>1</sup> est resté inactif sur le plan militaire : une attaque contre les FARDC lui a été attribuée à Sake près de Goma, mais il s'agissait en fait d'échanges de tirs entre militaires dont certains étaient ivres, un accrochage qui a donné lieu à l'arrestation de 4 officiers ([RDC\\_2](#)). Sur le plan diplomatique, les ministres de la Défense de la CIRGL ont adopté à Goma un plan d'opérationnalisation de la force internationale neutre ([RDC\\_21](#)). Toutefois, le secrétaire général du forum des parlements de la même organisation a déclaré vouloir privilégier une option diplomatique et politique, alors que, selon un organe de presse, le gouvernement congolais paraît hésitant sur la conduite à tenir et que le représentant du Rwanda déclare de son côté qu'il n'a jamais cessé d'oeuvrer pour la paix ([RDC\\_24](#)).

Sur le terrain, alors que Goma est désert à la nuit tombée du fait de la fermeture de la frontière après 18h., une journée « ville morte » contre l'insécurité a été organisée avec succès à Bukavu en dépit du désaccord manifesté par les autorités locales ([RDC\\_6](#)). Ailleurs au Sud Kivu, plusieurs hommes armés et officiers d'une nouvelle milice opérant sur les hauts plateaux d'Uvira se sont rendu aux FARDC ([RDC\\_1](#)), alors que dans la même région, des miliciens du FNL burundais ont incendié et pillé plus de 300 habitations ([RDC\\_4](#)). Au Nord Kivu, les FARDC ont lancé une offensive contre des Maï-Maï en territoire de Lubero ([RDC\\_5](#)), tandis que dans le territoire de Beni, les ravisseurs de trois prêtres catholiques enlevés la semaine passée ont réclamé une rançon de 50.000 \$ ([RDC\\_3](#)). En Province Orientale, des miliciens Maï-Maï du chef de guerre Morgan ont décapité, au sud de Mambasa, un chef coutumier accusé de collaboration avec les FARDC ([RDC\\_7](#)), tandis que dans la même région, le dirigeant d'une chefferie a fui sa juridiction par crainte des menaces du même chef de guerre ([RDC\\_8](#)).

Dans le domaine politique, deux nouveaux gouverneurs se présentant comme indépendants ont été élus dans les provinces du Bas Congo et de la Province Orientale : un candidat de la majorité présidentielle, évincé dans le Bas Congo, conteste les résultats d'élections qui ont eu lieu dans le calme ([RDC\\_9](#)). Par ailleurs, au moins 300 membres du cabinet de l'ancien Premier ministre Muzito n'auraient reçu que la moitié de leurs indemnités

---

<sup>1</sup> Pour un historique du M23, on consultera l'article récent « [From CNDP to M23: The evolution of an armed movement in Eastern Congo](#) » sur le site : <http://riftvalley.net/?view=publications>

de sortie : ils ont organisé un sit-in qui a été réprimé par la police ([RDC\\_9\\_1](#)).

Dans le domaine de la justice et des droits humains, la tentative d'assassinat du docteur Mukwege, dont les motifs restent incertains (acte de misogynie ou motivations politique ?), a suscité beaucoup d'émotions (sauf au niveau des autorités congolaises qui sont restées silencieuses). Tandis que la MONUSCO condamne cette tentative, Amnesty International réclame une enquête immédiate. Évacué dans un premier temps au Burundi, l'intéressé se trouve actuellement en Belgique ([RDC\\_10](#)). De passage en Suède, le docteur Mukwege, qui déclare vouloir retourner en RDC, s'est montré très critique à l'égard de la communauté internationale et des gouvernements de la région ([RDC\\_13\\_1](#)). De son côté, la ministre française de la Francophonie demande aussi que les auteurs de cette tentative soient arrêtés ([RDC\\_23](#)). En ce qui concerne le procès Chebeya, une ONG congolaise récuse la justice dans cette affaire ([RDC\\_11](#)). On signalera également que JED proteste contre la suspension par les autorités de Beni d'un radio qui avait diffusé une interview d'un chef d'un nouveau mouvement armé ([RDC\\_13](#)). Enfin, un homme d'affaire rwandais résidant en RDC a été arrêté pour participation au génocide de 1994 ([RDC\\_12](#)).

Dans le domaine financier, le résident du FMI à Kinshasa a salué les progrès réalisés en 2012 par la RDC où la croissance est la plus élevée en Afrique sub-saharienne ([RDC\\_14](#)). Par ailleurs, le gouvernement a décidé de baisser l'impôt sur les bénéfices de 5 %, mais invite les sociétés à se comporter correctement et à ne plus recourir à la fraude ([RDC\\_19](#)), tandis que la Banque centrale a lancé de nouvelles coupures de 20.000 FC dont les commerçants se méfient ([RDC\\_19\\_2](#)). Dans le domaine minier, les autorités du territoire d'Irumu ont sommé une entreprise chinoise exploitant l'or de cesser ses activités ([RDC\\_15](#)), tandis que la RDC a décidé d'augmenter sa participation à 35 % dans tout nouveau projet minier, une décision qui ne sera pas rétroactive mais qui inquiète les sociétés minières ([RDC\\_17](#)). De son côté, l'opérateur minier Glencore déclare avoir souffert des coupures d'électricité au Katanga ([RDC\\_19\\_1](#)). Dans le secteur forestier et dans la foulée d'un rapport négatif de Global Witness, le ministre compétent va enquêter sur l'octroi frauduleux de permis d'exploitation ([RDC\\_16](#)). Enfin, dans le domaine des transports, les compagnies aériennes FlyCongo (anciennement Hewa Bora) et CAA ont signé un accord commercial et technique qui va ainsi concurrencer la nouvelle compagnie belgo-congolaise Korongo qui a effectué son premier vol vers Mbuji-Mayi ([RDC\\_18](#)).

En matière de santé, 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique, un des taux les plus élevés en Afrique ([RDC\\_20](#)).

Dans le domaine des relations extérieures, l'ex-ministre de la Défense et président de la Chambre des Représentants belge s'est rendu en RDC dans le cadre d'une « diplomatie parlementaire ». Réitérant des propos maintes fois entendus sur la réforme de la CENI, la rébellion du M23, les abus constatés lors des dernières élections, le respect de l'intégrité territoriale du Congo, l'assistance de la communauté internationale au retour à la paix, etc., il a salué les progrès enregistrés en RDC sous l'impulsion du président de la République et du Premier ministre, ce qui lui a valu d'être contesté par des députés de l'opposition, et a promis la contribution de la Belgique à une paix durable en RDC ([RDC\\_22](#)) ([RDC\\_25](#)).

Au Burundi, dont le vice-président affirme que son pays évolue dans un contexte de « démocratie très avancée », les autorités ont demandé plus d'un milliard \$ pour ses projets de développement, mais en ont obtenu le double ([BUR\\_1](#)) ([BUR\\_2](#)).

Au Rwanda, l'opposante Victoire Ingabire, nommée au prix Sakharov du Parlement européen, a été condamnée pour « conspiration » et « terrorisme » à huit ans de prison et fera appel du jugement : la charge de propagandiste de l'idéologie de génocide n'a pas été retenue contre elle. Amnesty International estime que le procès n'a pas réussi à montrer l'évidence de sa culpabilité ([RWA\\_1](#)). Pour ce qui regarde le soutien au M23, l'agence de notation Standard and Poors a dégradé la note du pays du fait de la diminution ou du retard présumé de l'aide extérieure ([RWA\\_2](#)). Par ailleurs, le comité du développement international du Parlement britannique annonce qu'il va examiner la décision controversée sur le soutien budgétaire au Rwanda qui avait été précédemment suspendue dans la foulée du rapport du groupe d'experts des N.U. ([RWA\\_3](#)). Enfin, deux ONG ont demandé à une cour sud-africaine de révoquer le statut de réfugié accordé à l'ex-chef de l'armée rwandaise qui, devenu opposant au président Kagame, avait fait l'objet de tentatives d'assassinat en Afrique du Sud ([RWA\\_4](#)).

## BURUNDI

### Relations extérieures

([BUR\\_1](#)) AFP – 29/10

Le Burundi a demandé lundi à Genève aux donateurs internationaux un peu plus d'un milliard de dollars pour l'aider à financer ses programmes de développement pour les quatre prochaines années, a indiqué le vice-président de ce pays d'Afrique centrale, Gervais Rufyikiri.

Le Burundi, un pays enclavé, organise lundi et mardi à Genève une conférence de donateurs, parmi lesquels plusieurs agences des Nations unies, afin de présenter les "enjeux et opportunités liés au développement futur" du pays et d'obtenir des promesses de fonds. Le président burundais Pierre Nkurunziza devait participer à la conférence mais il a annulé le déplacement vendredi. M. Rufyikiri a expliqué que le président avait eu des "empêchements", sans préciser, ajoutant que plus de dix ministres étaient venus à Genève.

Concernant les besoins financiers du Burundi, il a indiqué que son pays évaluait à 2,1 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) les fonds nécessaires pour mettre en place le Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP II), couvrant la période 2012-2016. Le gouvernement estime qu'il sera capable de mobiliser 48% de ce montant. Le reste est sollicité comme appui des différents partenaires.

Concernant la situation politique M. Rufyikiri a affirmé que le Burundi évolue "dans un contexte démocratique très avancé", soulignant par ailleurs la liberté d'expression qui règne sur place. "La guerre, c'est de l'histoire au Burundi", a répété à plusieurs reprises le vice-président. "Le Burundi a son passé, le Burundi a eu un passé sombre, le Burundi a eu le temps de s'évaluer, de faire un autre chemin, (...) pour se classer parmi les pays qui se modernisent", a-t-il dit. "Aujourd'hui le peuple se prépare pour les élections de 2015. Puisqu'il y a une volonté de laisser les partis s'organiser, rien n'empêchera que les élections de 2015 se passent dans un cadre de multipartisme", a-t-il assuré.

### **(BUR\_2) AFP – 30/10**

Le Burundi a obtenu mardi, à l'issue d'une conférence de donateurs de deux jours organisée à l'ONU à Genève, plus de 2 milliards de dollars (1,5 milliard d'euros) d'engagements pour financer son développement ces quatre prochaines années, soit le double de ce que le pays avait demandé.

Le gouvernement du Burundi avait espéré mobiliser 1,1 milliard de dollars mais "nous avons recueilli plus de 2 milliards d'engagements enregistrés", a annoncé le Secrétaire exécutif du Comité National de Coordination des Aides (CNCA) du Burundi, Pamphile Muderega, dans un communiqué du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

"Le Burundi est à présent sorti de la période post-conflit et s'engage véritablement sur la voie du développement", a déclaré pour sa part le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, cité dans le communiqué. "La croissance économique est passée de -1,2% en 2003 à 4,2% en 2011, les indicateurs de la mortalité maternelle et infantile ont grandement reculé".

La Conférence de haut niveau des partenaires du Burundi a rassemblé plus de 400 représentants d'organismes publics et privés issus de différents pays, allant des Etats-Unis aux Emirats arabes unis, et de divers organismes tels que les institutions, fonds et programmes relevant des Nations unies, l'Union européenne, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou la Banque africaine de développement.

## **UGANDA**

## **RDC**

### **Sécurité, Armée...**

#### **- Kivu**

##### ***(RDC\_1) Radio Okapi – 28/10***

Un officier et vingt-neuf éléments du groupe armés MCC (Mouvement congolais pour le changement), une nouvelle milice opérant dans les moyens plateaux d'Uvira au Sud-Kivu, se sont rendu aux FARDC. Ils ont été présentés à la presse, samedi 27 octobre, par les autorités militaires au camp Saïo.

Le chef de MCC affirmé son mouvement comptait plus de quatre cents combattants et qu'il avait été sollicité par un pays voisin (sans le nommer), pour déstabiliser l'Est de la RDC.

Le commandant de la 10ème région militaire, général Pacifique Masunzu, a de son côté rappelé que les FARDC ne recevraient pas en son sein des criminels. « Nous continuons à enquêter sur eux (combattants du MCC). S'il s'avère qu'il y a quelqu'un suspecté de tremper dans les actes criminels, nous ne manquerons pas de le remettre entre les mains de la justice », a-t-il affirmé.

##### ***(RDC\_2) AFP – 28/10***

Des combats ont éclaté en début de soirée dimanche à Sake dans la région du Nord Kivu, à 27 kilomètres à l'ouest de Goma, apprend-on de source militaire.

Des tirs à l'arme lourde ont été échangés entre l'armée régulière et des rebelles non identifiés à partir de 21H00 locales (19H00 GMT), a-t-on appris auprès d'habitants de la localité. Un responsable militaire régional, interrogé par l'AFP, a confirmé ces combats, sans identifier les adversaires. Aucun bilan n'a pu être communiqué sur d'éventuels blessés ou tués.

Un responsable de la rébellion du M23, qui occupe depuis plusieurs mois une zone au nord de Goma après s'être affronté avec l'armée régulière, interrogé dans la soirée par l'AFP, a nié tout engagement de ses soldats dans cette zone.

En milieu de soirée des chars de l'armée régulière ont quitté Goma en direction de Sake, a constaté l'AFP.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/29/rdc-4-morts-dans-echange-de-tirs-entre-fardc-sake/>  
<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/30/nord-kivu-apres-lechange-des-tirs-sake-des-officiers-des-fardc-interpelles/>  
<http://www.afriqueexpansion.com/depeches-afp/5654-rdcongo-4-officiers-arretes-apres-les-tirs-meurtriers-de-dimanche.html>

##### ***(RDC\_3) Radio Okapi – 29/10***

L'administrateur de territoire de Beni, Amisi Kalonda, affirme avoir été contacté par des hommes qui prétendent détenir les trois prêtres de la paroisse catholique de Mbau kidnappés par des hommes armés le 19 octobre dernier. Interrogé ce lundi 29 octobre, il a déclaré que les supposés ravisseurs réclament le paiement d'une rançon dont il n'a pas révélé le montant.

Les responsables de la société civile du Nord-Kivu affirment avoir été contactés par les mêmes personnes qui auraient exigé le paiement de 50 000 dollars américains avant de libérer les trois religieux. Le porte-parole de la société civile provinciale, Omar Kavota s'inquiète de « l'état de santé préoccupant » de l'un des trois otages.

De son côté, l'évêque du diocèse de Butembo-Beni, Monseigneur Sikuly Melchisédech, appelle les ravisseurs au respect de l'intégrité physique des prêtres. Par ailleurs, il exclut de répondre à toute demande des ravisseurs pour libérer leurs otages.

L'identité des preneurs d'otages et leurs mobiles demeurent inconnus à ce jour. Mais certaines sources à Beni attribuent cet enlèvement aux rebelles ougandais de l'ADF/Nalu, actifs dans cette zone.

#### **(RDC\_4) Radio Okapi – 29/10**

Des rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) ont incendié le week-end dernier trois cents habitations construites en pailles dans dix villages des hauts plateaux d'Uvira au Sud-Kivu. Selon le chef de groupement de Bijombo, Dete Amisi, qui livre l'information, sept civils ont été tués dont cinq femmes au cours de cette incursion.

La même source indique que ces rebelles burundais ont fait incursion en pleine journée dans le village de Masango. Ils protestaient contre la capture la semaine dernière de leurs éléments par un groupe d'autodéfense populaire locale.

Ces assaillants sont venus de Mushule et de la forêt d'Itombwe. Ils ont mis le feu sur les maisons, sur les objets ménagers et les ustensiles de cuisine, affirment des sources des chefs locaux. Ils ont ensuite emporté quatre vaches avant de se retirer à Ruhuha, un autre village situé sur la chaîne de Mitumba. Selon la même source, près de trois mille personnes auraient fui vers d'autres villages plus sécurisés notamment Mukara, Katanga et Bikinga.

Dete Amisi sollicite le déploiement des militaires dans la région pour rassurer le retour des déplacés dans leurs villages respectifs. Le commandant FARDC du 1111ème régiment dit avoir déployé ses troupes à Rubarati, un autre village de moyens plateaux où s'est repliés le groupe d'autodéfense populaire.

#### **(RDC\_5) Radio Okapi – 30/10**

Des militaires congolais ont lancé, mardi 30 octobre, des offensives contre des positions des Maï-Maï dirigés par le colonel Mwenye Bulongo à Kanzanza, une localité du territoire de Lubero au Nord-Kivu. Le commandant du 809ème régiment des Forces armées de la RDC basé à Kasando, ses troupes sont décidées de mettre fin aux exactions des miliciens sur la côte du lac Edouard.

Selon le commandant des FARDC, les Maï-Maï ont abandonné plusieurs lance-roquettes et une dizaine d'armes AK 4, après des affrontements aux armes lourdes et légères contre les

FARDC. Les responsables militaires qui ont repris le contrôle depuis mardi du village de Kanzanza appellent la population à sortir de sa cachette. Ils invitent par ailleurs les Maï-Maï à abandonner les armes ou à intégrer l'armée nationale.

Les Maï-Maï sont accusés d'être à la base de l'insécurité le long du lac Edouard. Ils se disputent le contrôle des localités riveraines et les zones de pêche avec d'autres groupes armés dans les territoires de Lubero et Rutshuru. Dimanche 12 août dernier, les Maï-Maï et les FARDC se sont échangé des tirs à Lunyasenge pour tenter de contrôler les côtes riveraines.

#### **(RDC\_6) AFP – 31/10**

L'appel à une journée "ville morte" pour protester contre l'insécurité à Bukavu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), était bien suivie mercredi matin, bien que les autorités eurent appelé à ne pas en tenir compte, a constaté l'AFP.

Samedi, la coalition d'ONG Société civile du Sud-Kivu avait appelé à l'arrêt des activités dans la ville, pour manifester son "ras-le-bol" après plusieurs assassinats. Il s'agissait aussi de soutenir le gynécologue Denis Mukwege, pionnier du traitement des femmes victimes de violences sexuelles en RDC, qui a échappé à une tentative d'assassinat le 25 octobre et s'est réfugié au Burundi.

La Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) avait, pour sa part, demandé de ne pas suivre le mot d'ordre de "ville morte" - une annonce qui avait créé une certaine confusion chez les habitants, qui hésitaient à écouter les autorités ou la société civile.

Mercredi à Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, des enfants se sont rendus à l'école, avant d'être renvoyés chez eux, la plupart des établissements étant fermés. "La sécurité nous concerne tous", a justifié Roger Matabaro, secrétaire provincial du Syndicat des enseignants du Congo. Yves était prêt à faire grève mais il n'a eu d'autre choix que d'assurer ses cours: "Je suis en train d'enseigner malgré moi car le préfet (directeur) de mon école a dit qu'il était tracassé chaque fois que nous ne suivions pas le mot d'ordre des autorités".

De nombreux magasins et stations d'essence restaient fermés ou tournaient au ralenti. Plusieurs personnes n'avaient "pas le coeur à l'ouvrage", mais disaient être allées travailler après des "intimidations", des "menaces" de leurs employeurs. D'autres, à l'inverse, n'avaient pu travailler faute de moyen de transport.

L'hôpital Panzi, fondé par le gynécologue Denis Mukwege, a également suivi le mot d'ordre de la société civile. "Nous avons organisé un service minimum pour soutenir l'action", a déclaré Ephrem Bisimwa, en charge de la communication.

*Lire aussi sous :*

<http://observers.france24.com/fr/content/20121030-finir-insecurite-goma-ville-morte-nuit-tombe-republique-democratique-congo-attaques-poste-frontiere>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/31/bukavu-journee-ville-morte-contre-linsecurite/>

- **Province Orientale**

#### **(RDC\_7) Radio Okapi – 30/10**

Les combattants Maï-Maï de Manu, un pygmée lieutenant du chef milicien Paul Sadala, alias Morgan, ont décapité lundi 29 octobre le chef coutumier de la chefferie Lumu, à 160 Km au sud de Mambasa, en Province Orientale. Selon la société civile de Mangurejipa, le notable a été décapité devant les habitants du village, témoins de l'évènement. Ces miliciens ont aussi pris une trentaine d'otages parmi la population.

Des sources policières affirment que le chef Wele a été décapité dans sa résidence de Lumu. Selon les témoins, les hommes de Manu lui reprochaient sa collaboration avec l'armée régulière, les Forces armées de la RDC (FARDC).

En dépit de la présence de ces dernières, la société civile déplore l'insécurité qui continue à régner. Selon la même source, ce village a été incendié par les mêmes miliciens il y a 10 mois.

Un mois auparavant, ces miliciens avaient réinvesti la chefferie Lumu, détruit plusieurs maisons à peine reconstruites, avant de prendre une cinquantaine de personnes en otage dans les secteurs de Sowuma et de Pangoy. Ces otages avaient du payer une rançon pour leur libération.

### **(RDC\_8) Radio Okapi – 30/10**

Le dirigeant de la chefferie des Walesse-Karo, à Mambasa, en Province orientale, a quitté sa juridiction pour se réfugier à Bunia, affirmant avoir reçu des menaces de mort de la part des miliciens de Paul Sadala, alias Morgan.

Dans une déclaration rendue publique lundi 29 octobre à Bunia, Christophe Apuobo affirme que ces miliciens lui reprochent de s'opposer au braconnage dans sa juridiction afin de protéger la réserve d'Okapi d'Epulu. « Ça fait quatre mois que je suis menacé par des hommes de Morgan parce que je lutte contre le braconnage dans mon entité administrative, et pour avoir reçu le prix Abraham de conservation de la nature, on m'accuse d'avoir vendu la forêt », a-t-il affirmé.

Après avoir été arrêté par les militaires des Forces armées de la RDC, un homme a avoué publiquement avoir été chargé de l'éliminer, affirme Christophe Apuobo.

La société civile de Mambasa, qui confirme les faits, condamne ces menaces de mort et demande à l'Etat congolais de prendre ses responsabilités pour assurer la sécurité de ce notable.

### **Vie politique...**

### **(RDC\_9) Radio Okapi – 28/10**

Les élections des gouverneurs du Bas-Congo et de la Province Orientale se sont terminées, ce dimanche 28 octobre. Après le comptage des bulletins, deux candidats passent au second tour à Matadi. Il s'agit de Jacques Mbadu, qui a recueilli 14 voix et Deo Nkusu (12 voix). À Kisangani, le second round va se jouer entre Jean Tokole Ilongo (42 voix) et Jean Bamanisa (27 voix).

Le second tour devrait intervenir dans 3 jours, selon la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Il va opposer à Kisangani les deux meilleurs candidats indépendants, sur

les cinq engagés dans la course. Il s'agit de Jean Tokole, opérateur économique et questeur assemblée provinciale, et de Jean Bamanisa, opérateur économique et ex-député national.

Selon les résultats affichés sur place par la Ceni, Jean Pierre Darwezi Mokombe a recueilli 25 voix, tandis que les deux derniers ont obtenu zéro voix. Il s'agit de Lihoto Mbula et Etienne Unega. Peu avant le vote, le bureau de l'assemblée provinciale a indiqué que le quorum était atteint, avec 95 députés sur 96, que compte cette institution.

Des observateurs, des témoins des candidats ainsi que les journalistes ont assisté au déroulement de cette élection.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/29/rdc-elections-la-ceni-souhaite-second-tour-apaise-en-province-orientale-au-bas-congo/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/30/elections-des-gouverneurs-lopposition-appelle-les-electeurs-privilegier-les-interets-de-la-nation/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/31/ffrttyyyjjkkllmmmm/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/01/bas-congo-deo-nkusu-conteste-les-resultats-de-lelection-de-gouverneur/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/02/bas-congo-lelection-du-gouverneur-ete-transparente-selon-clement-nzau/>

### ***(RDC\_9\_1) Radio Okapi – 1/11***

Au moins trois cents membres du cabinet Muzito, l'ancien Premier ministre congolais, ont organisé un sit-in jeudi 1er novembre devant la primature pour réclamer la paie de leurs indemnités de sortie. Selon eux, ils n'ont perçu que trois des six mois de leur enveloppe salariale. Mais les manifestants n'ont pas atteint le bureau de l'actuel chef du gouvernement Matata Ponyo. Ils ont été réprimés par la police qui a arrêté six personnes.

Trois pick-up des policiers pour empêcher la manifestation des anciens membres du cabinet de l'ex-Premier ministre Muzito. Hommes, femmes, à pied, se dirigeaient vers la primature avec un seul objectif : rencontrer Matata Ponyo pour exiger leurs indemnités de sortie évaluées à six mois. Selon eux, ils n'ont été payés que pour trois mois.

« Ça fait maintenant quatre mois que le Premier ministre actuel ne veut pas nous payer. Nous avons constitué une commission, nous sommes allés voir le procureur général de la République, il a donné des injonctions pour qu'on nous paye mais rien n'est fait. Nous sommes fatigués. Nous sommes tous de la majorité mais nous sommes marginalisés. Trop c'est trop », a déclaré un manifestant.

Selon eux, ils ont été évincés illégalement. « Ils nous ont aussi fait partir sans explication. Il n'y a jamais eu des décrets. Ceux qui travaillent sont payés avec l'argent qui sort sous nos noms. Comment le Premier ministre peut faire de la justice sociale avec une telle injustice pour son propre cabinet ? Et qu'est-ce que ça sera pour le Congo ? », se sont-ils interrogés. À la primature, les responsables ont refusé de s'exprimer, évoquant « un dossier administratif ».

### **Justice, Droits de l'homme...**

***(RDC\_10) Amnesty International – 26/10***

The Congolese authorities must immediately open an investigation into the attempted assassination of Denis Mukwege, a doctor and activist, and ensure those responsible are held to account, Amnesty International said.

“This atrocious attack is one of a number of recent attacks by unknown armed men targeting humanitarian workers and human rights defenders in North and South Kivu,” said Sarah Jackson, Amnesty International’s Deputy Africa Director. “The Congolese authorities must immediately open an investigation and ensure that those responsible are held to account. “Killings, abductions and attacks on humanitarian staff impede delivery of basic services, as civilians bear the brunt of escalating conflict in eastern DRC. “Along with the UN peacekeeping mission (MONUSCO), the Congolese authorities must also ensure they increase the level of protection for civilians and aid workers in these regions.”

Although it is unclear if the assassination attempt was directly linked to his activities, Dr Mukwege has been threatened several times by armed groups for his denunciation of rape and other forms of sexual violence committed by them.

Humanitarian workers are attacked or threatened on almost a weekly basis in North and South Kivu provinces of the Democratic Republic of Congo (DRC).

*Lire aussi sous :*

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/10/26/le-dr-denis-mukwege-echappe-a-la-mort/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/27/rdc-le-docteur-mukwege-evacue-de-bukavu-pour-des-raisons-de-securite-assurent-ses-proches/>

[http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-RDC-des-ONG-reclament-une-protection-pour-le-medecin-vise-par-une-tentative-d-assassinat.htm?](http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-RDC-des-ONG-reclament-une-protection-pour-le-medecin-vise-par-une-tentative-d-assassinat.htm?&rub=6&xml=newsmldmd.3c9e32b8cc49de48d549b6a08eb6492d.251.xml)

[\\_&rub=6&xml=newsmldmd.3c9e32b8cc49de48d549b6a08eb6492d.251.xml](http://www.romandie.com/news/n/_RDC_emotion_a_Bukavu_apres_l_agression_et_le_depart_du_Dr_Mukwege16291020121825.asp)

[http://www.romandie.com/news/n/\\_RDC\\_emotion\\_a\\_Bukavu\\_apres\\_l\\_agression\\_et\\_le\\_depart\\_du\\_Dr\\_Mukwege16291020121825.asp](http://www.romandie.com/news/n/_RDC_emotion_a_Bukavu_apres_l_agression_et_le_depart_du_Dr_Mukwege16291020121825.asp)

<http://www.rtl.be/info/monde/international/918117/le-dr-mukwege-et-sa-famille-ont-trouve-asile-en-belgique>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/31/rdc-la-monusco-fustige-la-tentative-dassassinat-du-docteur-mukwege/>

<http://www.theatlantic.com/international/archive/2012/10/the-misogyny-behind-an-attempted-assassination-of-a-man-in-congo/264306/>

<http://www.rfi.fr/afrique/20121101-docteur-denis-mukwege-RDC-viols-Bukavu-massacres-tuerie-femmes>

### ***(RDC\_11) Radio Okapi – 27/10***

Les Amis de Nelson Mandela, une ONG congolaise de défense des droits de l’homme, a récusé vendredi 26 octobre la justice congolaise dans le procès sur l’assassinat du défenseur des droits de l’homme Floribert Chebeya. Selon le coordonnateur de cette ONG, cette justice s’est décrédibilisée en rejetant le témoignage de Paul Mwilambwe, qui se présente comme un policier ayant été témoin de l’assassinat de Floribert Chebeya par des policiers.

Dans un témoignage diffusé sur RFI, un homme se présentant comme Paul Mwilambwe, ancien policier en fuite, affirme avoir assisté à l’assassinat du président de l’ONG de défense des droits de l’homme La voix des sans voix (VSV), il y a deux ans, dans les locaux de la

police à Kinshasa. Lors d'un point de presse à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement a rejeté ce témoignage, doutant de son authenticité.

Pour l'ONG les Amis de Nelson Mandela, il s'agit bien de Paul Mwilambwe et son témoignage est crédible. Par conséquent, affirme Robert Ilunga, le coordonnateur de cette ONG, il faut désormais se tourner vers la justice internationale pour conduire ce procès. « Si on trouve que dans le chef du général John Numbi, il n'y a rien, qu'on prenne quand même le courage de le réhabiliter. Si on trouve que ceux qui sont en prison le sont suite à des rumeurs, qu'on les libère. Nous nous sommes dit, que ça s'arrête, que ça continue, ça ne nous intéresse pas, parce que nous trouvons que le résultat sera toujours en faveur de personnes qui ne méritent pas d'être sauvées », a-t-il affirmé.

*Lire aussi sous :*

<http://www.rfi.fr/afrique/20121026-affaire-chebeya-une-etrange-video-decredibiliser-le-temoignage-paul-mwilambwe>

### **(RDC\_12) Radio Okapi – 27/10**

Védaste Banguwiha, homme d'affaires rwandais soupçonné d'avoir participé au génocide de 1994, a été arrêté en RDC et se trouverait actuellement les mains de la section congolaise d'Interpol à Kinshasa, indique une dépêche de l'Agence de presse Hirondelle.

Cette arrestation aurait été annoncée sur les ondes de Radio Rwanda par Jean-Bosco Siboyintore, chef de l'unité du Parquet général chargée de la recherche des accusés de génocide en fuite à l'étranger.

Banguwiha est notamment accusé d'avoir participé à des réunions de préparation des massacres de Tutsis en 1994. Il aurait également distribué des armes à cet effet.

### **(RDC\_13) Belga – 29/10**

L'ONG congolaise Journaliste en danger (JED) a dénoncé lundi la décision prise samedi par le maire de la ville de Beni de suspendre pour durée indéterminée la radio Ngoma FM, accusée d'avoir diffusé des nouvelles de "nature à perturber la paix et à créer la désharmonie du climat politique". Selon JED, Radio Ngoma FM a, dans son journal du 19 octobre, diffusé une interview du porte-parole d'un mouvement armé dénommé Union pour la Réhabilitation de la Démocratie au Congo (URDC), le colonel Ntahara Nyoro, qui a dénoncé l'incapacité du pouvoir en place de sécuriser les frontières de la RDC.

"JED condamne fermement l'excès de zèle dont fait montre le maire de Béni, Bwanakawa Masumbuko, qui n'en est pas à son premier coup de force contre la presse", ajoute l'ONG de défense des droits des journalistes.

Les responsables de l'URDC ont annoncé fin octobre la création de leur mouvement. Il s'agit d'officiers provenant de l'Armée patriotique du Congo (APC), une ancienne branche armée de l'ex-rébellion du RCD-KML. Ces officiers déserteurs disent revendiquer la réhabilitation de la démocratie en RDC. Leur porte-parole a affirmé que ce mouvement politico-militaire est basé dans les montagnes de Ruwenzori et Graben dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu. Le colonel Ntahara Nyoro a fait état de contacts entre l'URDC et la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), actif depuis le mois d'avril plus au sud dans cette province

troublée.

**(RDC\_13\_1) AFP – Belga – 1/11**

Le gynécologue congolais Denis Mukwege, réputé pour son soutien aux femmes violées en République démocratique du Congo, a affirmé jeudi à Stockholm qu'il comptait retourner dans son pays même s'il y a échappé à une tentative d'assassinat.

"L'étape suivante pour moi, c'est de retourner au Congo", a affirmé M. Mukwege lors d'une conférence de presse organisée par l'association caritative de l'Eglise pentecôtiste de Suède (PMU), qui finance l'hôpital du médecin. "Je pense que je suis de passage ici puisque ce que j'ai vécu était très dur pour mes filles, et j'ai besoin de les soutenir en dehors du cadre où elles ont été traumatisées", a-t-il expliqué.

Le Dr Mukwege et sa famille se trouvent depuis lundi en Belgique, où il a trouvé asile.

Le Congolais s'est montré jeudi très critique vis-à-vis de la communauté internationale et du gouvernement de Kinshasa. "Pourquoi tout ceci se passe? C'est puisque tout simplement il y a une indifférence de la communauté humaine par rapport à la souffrance de l'autre", a-t-il estimé. "Amener la paix au Congo, je peux répondre vraiment tout à fait à l'aise, je crois que c'est un problème qui est facile s'il y a la volonté politique. La volonté politique au niveau du gouvernement congolais, mais aussi au niveau de gouvernements des pays de la région des Grands Lacs", a-t-il souligné.

*Écouter la conférence de presse du Dr. Mukwege à Stockholm :*

[http://www.youtube.com/watch?v=oSs\\_FpyyXlA](http://www.youtube.com/watch?v=oSs_FpyyXlA)

**Économie, Finances...**

**(RDC\_14) Radio Chine Internationale – 27/10**

Le nouveau représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), M.Oscar Melhado, a salué vendredi les progrès réalisés au cours de cette année par la RDC, y compris un taux de croissance de 7%, soit le taux le plus élevé en Afrique sub-saharienne.

Ces progrès incitent le FMI à conclure les 4ème et 5ème revue du second Programme économique du gouvernement (PEG2), a souligné M. Melhado, lors de son entretien avec M. Daniel Mukoko Samba, vice-Premier ministre et ministre du Budget de la RDC.

"Notre perspective économique régionale indique que la RDC a atteint le taux de croissance de 7%. Ce taux est placé parmi les taux les plus élevés en Afrique sub-saharienne, à l'instar du Mozambique. Le pays est en train de décoller. Et il y a des progrès sur le plan de réforme de contrôle budgétaire et de réforme de gouvernance", a-t-il affirmé. M. Melhado s'est également dit satisfait de la publication de deux contrats miniers qu'ils attendaient depuis longtemps.

Le refus de la RDC, notamment de publier ces contrats miniers sur le site du ministère des Mines pour garantir la transparence dans ce secteur, constituait le goulot d'étranglement pour la conclusion du PEG2.

**(RDC\_15) Radio Okapi – 27/10**

Les autorités locales somment l'entreprise chinoise d'exploitation d'or Fametal de cesser ses activités dans le territoire d'Irumu, en Province Orientale. Elles l'ont décidé vendredi 26 octobre à Bunia, à l'issue d'une réunion de deux jours du comité de sécurité du territoire d'Irumu. Les autorités locales accusent cette société de fonctionner dans l'opacité. Elles demandent aussi à trois autres sociétés chinoises, sous-traitants de la Société minière de Kilomoto (Sokimo) de régulariser leurs situations.

Tous les services spécialisés ainsi que la Sokimo étaient représentés à cette réunion. Fametal est non seulement sommée d'arrêter ses travaux mais aussi de payer toutes les taxes qu'elle doit à l'Etat congolais. Elle doit également présenter toutes les statistiques de sa production d'or.

Selon Stanislas Bushabu, administrateur du territoire d'Irumu, Fametal n'a jamais présenté ses documents aux autorités locales depuis qu'elle exploite de l'or sur la rivière Ituri, à Komanda, depuis bientôt un an.

Par contre, les autorités locales ont accordé une semaine à Gold Dragon Ressources, Corner Stones Ressources et Coomid, trois autres entreprises chinoises, sous-traitants de la Sokimo, pour régulariser leurs documents.

#### **(RDC\_16) AFP – 27/10**

La RDC enquête sur l'octroi frauduleux de permis d'exploitation forestière et sanctionnera ceux qui en tirent profit, a déclaré samedi à la presse le ministre de l'Environnement Bavon N'sa Mputu.

« Nous avons une commission d'enquête qui est en train d'opérer au ministère de l'Environnement. Nous sommes en train de décortiquer les différents permis octroyés au niveau du gouvernement central, octroyés au niveau des gouvernements provinciaux, a précisé le ministre. Il a ajouté que, selon un récent état des lieux, l'exploitation illégale est principalement assise sur la fraude documentaire. De grands exploitants prétendent être des exploitants artisanaux et recourent à des moyens industriels, à des bulldozers, pour massacrer les forêts congolaises », a-t-il affirmé.

Jeudi, l'ONG Global Witness a publié un rapport accusant des sociétés industrielles étrangères et des fonctionnaires congolais d'utiliser systématiquement les permis de coupe communautaires de manière abusive pour détourner le gel en 2002 de l'octroi de nouvelles concessions forestières.

#### **(RDC\_17) Reuters – 30/10**

Democratic Republic of Congo will seek to raise its stake in new mining projects to 35 percent from the current five percent in a revised mining code, the country's top mining official said on Tuesday. Congo is among a slew of minerals-rich countries across Africa seeking to raise state shares in lucrative resource contracts, in a trend that could deter international investors. "We've proposed (a government stake) of 35 percent when an exploration permit is transformed into an exploitation permit. It is currently 5 percent," Mines Minister Martin Kabwelulu told Reuters by text message.

Congo - which holds rich deposits of copper, tin, cobalt and gold - is reviewing its ten year old mining laws after the government said it wanted to increase receipts from the sector. The new law is expected early next year.

Kabwelulu said the revisions could also include a proposal to boost royalties on some minerals and would be submitted to industry players for feedback.

Companies in Congo have expressed concern that proposed changes to increase the state's receipts would discourage investment in the country, which is already plagued by rebel movements, political turmoil, and crumbling infrastructure.

State-run mining company Gecamines is also seeking to fund a near \$1-billion expansion, in part by auditing its joint-venture partners - a move that could cause tension with partners such as Freeport McMoRan and Glencore-owned Katanga Mining.

*Read also under :*

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFL5E8M19EO20121101?sp=true>

### **(RDC\_18) Belga – 31/10**

Deux des principales compagnies aériennes privées congolaises, FlyCongo et CAA (Compagnie africaine d'aviation), ont signé un accord de partenariat commercial et technique, sans aller jusqu'à la fusion, a rapporté la presse kinoise. Cet accord se traduit par une collaboration bilatérale transversale portant sur une coopération au niveau des infrastructures et des compétences de chacun, afin de proposer un service de qualité et sécurisé dans le transport de leurs passagers et de leurs frets respectifs, ont expliqué les deux compagnies dans un communiqué conjoint.

Ainsi les passagers de CAA et Fly Congo pourront désormais bénéficier des services jumelés qui seront proposés sous le label Fly CAA, ont précisé les directeurs généraux de FlyCongo et de la CAA, Jean Marc Pajot et Daniel Blattner, au cours d'une conférence de presse lundi à Kinshasa. "Le futur de cette alliance est brillant. Cette alliance, nous sommes sûrs, est un point très positif pour l'aviation civile congolaise", a ajouté M. Blattner, cité par les journaux 'L'Avenir' et 'le Potentiel'.

CAA comme FlyCongo restent des sociétés indépendantes. Les deux patrons ont fait savoir que cette alliance est également ouverte à d'autres opérateurs du ciel congolais et que sa durée est indéfinie. FlyCongo est née en mars des cendres de la défunte compagnie Hewa Bora Airways (HBA), interdite de vol à la suite de plusieurs accidents mortels. Elle possède un Boeing 767 d'une capacité de 191 passagers et de quatre MD-82 à 140 sièges. CAA dispose pour sa part d'au moins trois Airbus A320 et de deux Fokker F-100.

Cette alliance est notamment destinée à contrer Korongo Airlines, filiale de Brussels Airlines et du Groupe George Forrest International (GFI), qui opère au départ de Lubumbashi avec deux British Aerospace 146-200 et un Boeing 737-300, avec l'ambition de devenir une "compagnie régionale" en Afrique centrale.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/economie/2012/11/01/rdc-korongo-airlines-effectue-son-premier-vol-destination-de-mbuji-mayi/>

**(RDC\_19) Radio Okapi – 31/10**

Le gouvernement a baissé de 5 % l'impôt sur le bénéfice. Il passe de 40 à 35%. Cette mesure, qui entre en vigueur à partir de 2013, a été annoncée le mardi 30 octobre par le directeur général de la Direction générale des impôts (DGI), Dieudonné Lokadi, devant les opérateurs économiques membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC).

En dehors de cette mesure, Dieudonné Lokadi a présenté cinq autres ordonnances-lois à caractère fiscal promulguées par le gouvernement congolais au mois de septembre. Ces cinq ordonnances portent sur la Taxe sur la valeur ajoutée, la réglementation du petit commerce, le régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur le bénéfice, les impôts cédulaires sur le revenu et la réforme des procédures fiscales

Pour le patron de la DGI, toutes ces mesures sont destinées à assainir l'environnement économique. « Le gouvernement a été amené à proposer toutes ces mesures qui marquent un signal par rapport au souci de l'assainissement de l'environnement économique », a-t-il expliqué.

Au sujet de la baisse de l'impôt sur le bénéfice, Dieudonné Lokadi a estimé qu'elle va générer une baisse de la pression fiscale au profit des opérateurs économiques. Mais pour lui, ces mesures impliquent des contreparties de la part des investisseurs. « Aujourd'hui, on diminue la pression fiscale mais on voudrait aussi que les opérateurs économiques comprennent ce signal et s'organisent pour présenter des déclarations d'impôt plus sincères et combattre toutes les pratiques rétrogrades comme la fraude », a-t-il expliqué.

Les entrepreneurs qui investissent en RDC se plaignent régulièrement de la pression fiscale, pointant du doigt notamment les taxes et impôts élevés dont ils doivent s'acquitter.

Sur le classement « Doing Business » 2013, la RDC a perdu une place, passant de la 180ème place, en 2012, au 181ème rang. Ce classement répertorie cent quatre-vingt-cinq (185) pays suivant la facilité d'y faire les affaires. Pour l'indicateur « paiement des impôts », le pays a perdu 5 points par rapport à 2012.

**(RDC\_19\_1) Reuters – 1/11**

Glencore said its closely watched trading operations performed "strongly" in the third quarter, against a more uneven picture for its mines, where strikes and Congo power cuts dampened growth. Glencore, in the throes of a \$33 billion (20 billion pounds) takeover of miner Xstrata, said in a trading update that its overall performance was "good" in the three months to the end of September, despite weaker commodity prices and tough global economic conditions it said would not improve any time soon.

"(The third quarter) saw a healthy improvement," Glencore said of its marketing - or trading - operations, which accounted for just over a third of profit last year, but are seen as a bellwether and less easily forecast by the market than the industrial arm, made up of mines, farms and oil fields. "Glencore's outlook for the remainder of the year in marketing remains positive."

Glencore's industrial operations provide the larger share of profit and volume growth was

more uneven. The most significant improvements were in its nascent oil division, gold and coal - the latter boosted by acquisitions over the past year which helped offset the impact of strikes in Colombia.

Analysts said the numbers and positive commentary on marketing were broadly in line with expectations, lifting shares in Glencore just 0.5 percent at 0920 GMT, marginally outperforming a flat UK mining sector.

Among trouble spots in Glencore's industrial arm was the Katanga operation in the Democratic Republic of Congo, hit by power outages which cost the group 49 days of production over the first nine months of the year. Power cuts are a huge hurdle for miners operating in the African country, devastated by years of war and under-investment, and have clouded Congo's aspirations of returning to production levels on a par with neighbouring Zambia. A new power converter, which should help sustain more regular power supplies to Katanga, has been delayed after transport strikes in South Africa and a separate strike last month on the border between Congo and Zambia.

Copper production there was up 3 percent over the period, but rose over 9 percent over the third quarter. Copper production rose at other major operations, including Mutanda, also in Congo, and Mopani, in Zambia.

*[\(RDC\\_19\\_2\)](#) AFP – 2/11*

La Banque centrale congolaise a lancé une nouvelle coupure de 20.000 francs (environ 20 dollars) pour faciliter les transactions et lutter contre la "dollarisation" de l'économie, a-t-on appris auprès de la Banque.

"Les billets sont émis à partir des banques commerciales. (...) L'idée est que les grosses coupures puissent aider les grosses transactions, ce sont surtout les grands commerçants qui en ont besoin", a déclaré jeudi à l'AFP Honoré Mulangu, conseiller en communication à la Banque centrale.

En juillet, des coupures de 1.000, 5.000 et 10.000 francs congolais avaient été mises en circulation afin de faciliter les échanges et de "dédollariser" l'économie: le billet vert circule en effet "à concurrence de 89%", d'après la Banque centrale. Après le lancement des trois coupures, "il n'y a pas eu de problème sur le marché: le taux est resté stable, la situation macroéconomique stable, les prix n'ont pas changé. Alors on a attendu après le sommet de la Francophonie", mi-octobre, pour émettre celui de 20.000, a expliqué M. Mulangu.

L'importante dollarisation de l'économie résulte notamment de la forte chute du franc congolais dans les années 90. L'inflation en 1994 avait atteint 9.769% selon la BCC. Désormais, le billet de 100 francs congolais "ne vaut que 0,1" dollar et celui de 500 francs le plus utilisé "ne représente que 0,6" dollars, a souligné début juin la Banque centrale. À cause de cette chute, les Congolais se déplaçaient avec des liasses de billets. Les récentes coupures devraient résorber ce problème, mais "au niveau de la population" à Kinshasa elles sont encore "rares", a estimé Jonas Tshiombela, président de la Nouvelle société civile congolaise.

Sur les marchés et dans les magasins, ces nouveaux billets suscitent en effet une réelle méfiance en souvenir des dernières années du pouvoir du Maréchal Mobutu. Il avait tant activé la planche à billet qu'une coupure de cinq millions de Zaïres (l'ancêtre du franc

congolais), avait été mise en circulation.

### **Conditions sociales, santé...**

#### **(RDC\_20) AFP – 30/10**

Plus de 40 % des enfants de moins de cinq ans sont victimes de malnutrition chronique en RDC, soit le taux de prévalence le plus élevé en Afrique centrale et de l'Ouest, selon des estimations du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

En Afrique centrale, "certains pays ont des taux de prévalence de malnutrition chronique encore alarmants: la RDC, avec 43%, est le pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre le plus affecté", a déclaré mardi Marianne Flach, représentante de l'Unicef au Congo, à l'ouverture d'un atelier régional consacré à la réduction de ce fléau à Brazzaville. Quelque 75 experts venus de différents pays africains prennent part à cette réunion qui se clôture jeudi.

La RDC, pays affecté par des guerres, est suivie par la République centrafricaine (40,7%) et le Cameroun (32,5%), a indiqué Mme Flach.

### **Relations extérieures**

#### **(RDC\_21) Radio Okapi – 26/10**

Les ministres de Défense des pays membres de la Conférence internationale de la Région des Grands lacs (CIRGL) ont adopté, jeudi 25 octobre à Goma, le plan d'opérationnalisation de la force internationale neutre qui doit être déployée à la frontière entre la RDC et le Rwanda pour combattre les groupes armés. Ce plan a été préparé par les vingt-deux experts militaires de la sous-région chargés d'évaluer la capacité des groupes armés étrangers et nationaux actifs dans l'Est de la RDC.

Ce plan qui doit être rendu public au prochain sommet des Chefs d'Etat des Grands lacs est censé préciser les grandes lignes de la matérialisation de la future force internationale. Pour le ministre congolais de la Défense, Alexandre Luba Ntambo, son adoption constitue « un grand pas vers la solution à l'insécurité qui prévaut dans l'Est de la RDC ».

Le ministre congolais affirme que les chefs d'Etat de la sous-région vont devoir nommer, « dans un bref délai, le commandant de cette force ainsi que son adjoint pour qu'ils commencent à mettre en place les structures de la force ».

Au cours de cette rencontre des ministres de Défense, les représentants des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont promis de fournir leur contribution « à l'opérationnalisation de la force internationale neutre ».

À la fin de leur sommet tenu au début du mois de septembre à Kampala, les chefs d'Etat de la CIRGL avaient demandé à leurs ministres de la Défense de se réunir « très vite pour travailler à l'opérationnalisation de la force internationale neutre, en vue de la déployer dans un délai de trois mois ». Quatre pays (Kenya, Angola, République du Congo et Tanzanie) avaient été désignés pour faire des propositions à l'Union africaine au sujet du déploiement de cette force internationale. Mais les questions relatives au financement et à la constitution de cette force internationale restent encore sans réponse. Seule la Tanzanie s'est engagée à envoyer ses

soldats pour participer à ladite force qui devra démanteler les groupes armés actifs dans l'est de la RDC.

### **(RDC\_22) Belga – 30/10**

Le président de la Chambre de Belgique, André Flahaut, (en séjour en RDC) a salué mardi les progrès enregistrés ces dernières années en RDC, tout en appelant les autorités de Kinshasa à rétablir leur autorité sur les régions troublées de l'est du pays et à coopérer davantage avec leurs voisins. "J'ai senti un vent nouveau se lever. Ce début de changement, ce frémissement dont je félicite le président (Joseph Kabila) et le Premier ministre (Augustin Matata Ponyo Mapon), est comme l'aube hésitante du renouveau", a-t-il affirmé dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale, au second jour d'une visite en RDC.

M. Flahaut a toutefois prévenu que "beaucoup doit encore être fait pour que cette démocratie naissante, cette jeune démocratie, se consolide et qu'elle ouvre la voie à un Congo uni et indivisible, libre et prospère, occupant la place qui doit être la sienne en Afrique et dans le monde".

Évoquant la dernière rébellion en date - celle du Mouvement de 23 mars (M23), que des rapports de l'ONU affirment soutenu par le Rwanda et l'Ouganda - dans la province du Nord-Kivu, M. Flahaut a affirmé que le groupe des mutins "doit être rapidement réduit". "Mais il n'y aura de solution durable à la crise que si, parallèlement aux efforts entrepris pour gérer cette crise-ci, des réponses plus structurelles ne sont pas apportées aux déséquilibres de la région des Grands Lacs", a-t-il prévenu. Selon le président de la Chambre, la RDC doit ainsi se doter d'un secteur de sécurité (armée et police) fort. "L'Etat congolais doit aussi faire sentir sa présence bénéfique jusqu'aux confins du pays: l'Etat doit investir dans les Kivu, refaire les infrastructures, rétablir le système d'enseignement et de santé", a-t-il dit.

"Mais quel progrès (enregistré depuis la fin de la dernière guerre civile en 2003) malgré un environnement difficile", a noté M. Flahaut, en saluant le "redressement" de la RDC, qui "a choisi de privilégier la démocratie et le développement économique, source de richesses pour tous ses habitants". Il a toutefois déploré que des "abus regrettables" aient été constatés lors des élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011. "Mais ceux-ci n'enlèvent cependant rien à la validité finale du scrutin", qui a permis la réélection du président Kabila en lui donnant une claire majorité à l'Assemblée nationale, a souligné M. Flahaut, protocolairement le deuxième personnage de l'Etat belge.

Il a enfin prévenu que les "amis extérieurs" de la RDC restent attentifs aux réalisations concrètes dans des domaines comme la réforme promise de la Commission électorale nationale indépendante, la mise sur pied d'une commission nationale des droits de l'Homme, la liberté de la presse et le déroulement du procès en appel des assassins, en juin 2010, du célèbre défenseur des droits de l'Homme Floribert Chebeya Bahizire. "Vous trouverez l'appui du partenaire Belgique, un partenaire qui comme tout partenaire doit respecter votre souveraineté et s'abstenir d'imposer ou de transposer des modèles, un partenaire qui n'a jamais cessé de croire dans le potentiel de ce pays magnifique, même quand la communauté internationale se détournait et pensait qu'il était condamné", a conclu le président de la Chambre.

*Lire aussi sous :*

<http://afrique.kongotimes.info/rdc/parlement/5164-chahute-palais-peuple-andre-flahaut-visite->

[honte-congo.html](#)

***(RDC\_23) AFP – 30/10***

La ministre française de la Francophonie Yamina Benguigui a demandé mardi aux autorités congolaises de faire arrêter les auteurs de la tentative d'assassinat du Dr Denis Mukwege, pionnier du traitement des femmes victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC).

"J'en appelle aux autorités congolaises pour que cette odieuse tentative d'assassinat fasse l'objet d'une réaction immédiate et que les coupables soient activement recherchés et poursuivis", a déclaré la ministre déléguée, dans un communiqué. "Je condamne avec la plus grande fermeté toute atteinte aux personnes et plus encore lorsqu'il s'agit des femmes et de ceux qui, comme le Dr Mukwege, luttent contre ces viols et exactions faites aux femmes", a-t-elle ajouté.

"Son hôpital de Bukavu, grâce à la prise en charge de très nombreuses victimes de viols, est un bel exemple d'action concrète et réparatrice dans une région des Kivu, hélas tristement célèbre pour les multiples agressions sexuelles perpétrées par des groupes armés", a souligné Mme Benguigui. "Nous sommes heureux d'apprendre qu'il est désormais en lieu sûr, et nous nous joignons aux autorités belges pour proposer notre aide si cela s'avérait utile", a indiqué Mme Benguigui.

***(RDC\_24) Radio Okapi – 30/10***

La solution de la crise en RDC passe uniquement par la voie diplomatique et politique, a déclaré mardi 30 octobre à Kinshasa, le secrétaire général du forum des parlements de la Conférence internationale sur la région des grands lacs (CIRGL), Higiros Prosper. « Le rôle du forum des parlements, c'est d'encourager la diplomatie ou la politique internationale à travers des actions diplomatiques et des visites sur le terrain, ça peut justement apporter une solution, même plus durable. Et le forum des parlements s'insère dans ce cadre là », a affirmé Higiros Prosper. Il a ajouté que les parlementaires de la CIRGL sont conscients des problèmes d'insécurité dans la partie est de la RDC et a promis que ses membres vont contribuer au retour de la paix.

« Les parlementaires sont tout à fait conscients, mais aussi sur le plan régional, j'ai évoqué l'existence de ce forum comme un mécanisme qui a été mis en place pour aider non seulement pour la prévention, mais aussi pour la résolution des conflits », a poursuivi Higiros Prosper.

L'opposant Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) avait, au cours d'une conférence de presse, rejeté l'option militaire pour résoudre la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. « Aucune opération militaire n'a porté des solutions escomptées sur le territoire congolais », avait-il dit.

Le président Kabila, qui soutient les options diplomatique et politique n'a jamais exclu l'option militaire ou la combinaison des trois. Devant la tribune du XIV<sup>ème</sup> sommet de la Francophonie, il avait déclaré qu'il misait sur « toutes les solutions » pour résoudre la crise dans l'Est du pays. Il avait tenu le même discours au mois de juillet devant des journalistes congolais.

*Lire aussi sous :*

<http://www.lepotentielonline.com/2517-les-hesitations-du-gouvernement>

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/01/cirgl-le-rwanda-dit-participer-la-recherche-de-la-paix-dans-la-region/>

### **(RDC\_25) Belga – 1/11**

Le président de la Chambre de Belgique, André Flahaut, a affirmé mercredi la nécessité de respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC, en proie à une nouvelle rébellion dans la province du Nord-Kivu, a rapporté l'agence congolaise de presse (ACP), reçue jeudi à Bruxelles.

"Il est plus qu'une nécessité que cessent les actions menées par les groupes armés qui pullulent dans toute la partie Est du pays y compris le mouvement du 23 mars" (M23, cette rébellion née en avril dernier de la mutinerie de soldats principalement tutsis), a-t-il affirmé lors d'une visite à Goma, le chef-lieu de la province du Nord-Kivu (est), près de la zone où le M23 s'est implanté. "Le retour à la paix et à l'intégrité s'accompagne des mécanismes d'exploitation commune et rationnelle au niveau de la sous-région comme ce fut le cas (en Europe) après la deuxième Guerre mondiale", a ajouté M. Flahaut, qui était accompagné par le premier vice-président de l'Assemblée nationale congolaise, Charles Mwando Nsimba - un ancien ministre de la Défense, tout comme lui.

"D'où la nécessité de donner des signaux encourageants dans la perspective de la réhabilitation des infrastructures de base afin de répondre aux besoins des populations appelées à retourner dans leurs localités d'origine", a poursuivi M. Flahaut au cours d'une conférence de presse.

*Lire aussi sous :*

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/01/rdc-andre-flahaut-demande-la-communaute-internationale-de-sengager-pour-ramener-la-paix-dans/>

[http://www.acpcongo.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=13132](http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=13132)

## **RWANDA**

### **Justice, Droits de l'homme...**

#### **(RWA\_1) AFP – 30/10**

L'opposante rwandaise Victoire Ingabire a été condamnée mardi à Kigali à huit ans de prison ferme pour "conspiration contre les autorités par le terrorisme et la guerre" et négation du génocide de 1994, a constaté un correspondant de l'AFP à l'audience.

La Cour a en revanche déclaré Mme Ingabire, opposante notoire au président rwandais Paul Kagame, non coupable de propagation de l'idéologie de génocide, car "il n'y a aucune preuve qu'elle ait eu l'intention d'appeler à un autre génocide", a déclaré la juge Alice Rulisa, en donnant lecture de la longue décision de la Cour. Mme Ingabire "est condamnée à huit ans de prison pour tous les crimes dont elle a été déclarée coupable", a poursuivi la magistrate.

Fin avril, le parquet avait requis la prison à perpétuité. L'accusation avait affirmé disposer de

preuves de transferts d'argent effectués par Mme Ingabire au profit des Forces démocratiques de libération du Rwanda, que Kigali qualifie de groupe "terroriste". Le verdict, initialement prévu fin juin, avait été reporté à trois reprises.

L'opposante rwandaise va faire appel de sa condamnation mardi à huit ans de prison pour "conspiration contre les autorités par le terrorisme et la guerre" et négation du génocide de 1994, a annoncé son avocat à Kigali, dès l'annonce du verdict. "On va faire appel, d'abord à la Cour suprême (du Rwanda) et ensuite, si on ne réussit pas, on ira devant la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples" à Arusha, en Tanzanie, a déclaré à l'AFP l'avocat britannique Iain Edwards. "On est déçus car on pensait qu'elle allait être acquittée de tous les chefs d'accusation", a-t-il expliqué.

Mme Ingabire était absente à la lecture du verdict. Elle boycotte son procès depuis le 16 avril, pour protester contre une décision du tribunal d'écourter l'audition d'un témoin à décharge accusant les autorités rwandaises d'avoir fabriqué des preuves contre elle.

*Lire aussi sous :*

<http://amnesty.org/en/news/rwanda-ensure-appeal-after-unfair-ingabire-trial-2012-10-30#.UJERYj2NXq8.facebook>

<http://www.rfi.fr/afrique/20121031-rwanda-apres-condamnation-opposante-victoire-ingabire-partisans-denoncent-proces-politique-mukurarinda-fdu-rdc>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/01/rwanda-huit-ans-de-prison-pour-ingabire/>

## **Économie, Finances...**

### ***(RWA\_2) The Wall Street Journal – 29/10***

Standard & Poor's Ratings Service lowered its outlook on Rwanda to stable from positive, noting the potential for a ratings upgrade for the country is diminishing as some donors have suspended or delayed aid to the country.

The ratings firm--which affirmed Rwanda's B rating that leaves it five steps into junk territory--said the stable outlook reflects its view that aid suspension will be short term and that the government will take offsetting measures to ensure that the impact on fiscal performance is limited.

S&P said the "outlook revision reflects our view that there is less than a one-in-three likelihood that we would raise the ratings on Rwanda in 2012 and 2013." It noted there has been a spike in regional tensions between Rwanda and the Congolese government over the possible role that the former may be playing to support a rebel group that separated from the Congolese army in April, and that concern over Rwanda's possible role in supporting this group has prompted several donors, including the U.K., The Netherlands and Germany, to suspend or delay some of their donor assistance to Rwanda.

According to the ratings firm, the suspended amounts aren't particularly large, at around 15% of total grant support expected in the 2012/13 budget. However, the firm noted that there could potentially be more severe political fallout between Rwanda and international donors over the situation in the eastern Congo.

The government's efforts to manage the short-term effects of the aid suspensions by tapping

domestic sources of funding, using its international reserves, and taking measures to defer non-priority expenditures could derail investment plans and the economy's growth outlook, according to S&P.

"If aid suspensions translate to permanent cuts in aid, this will have serious consequences for the financing of Rwanda's fiscal and current account deficits,' said the ratings firm. "Permanent aid cuts would also highlight Rwanda's vulnerability to the external environment: the government depends on donor grants for about 40% of its budget."

S&P said it could lower the ratings if Rwanda's external liquidity were to deteriorate significantly, say as a result of an extended delay in aid disbursements. The ratings could also come under pressure if regional conflicts derail Rwanda's economic performance and if fiscal performance were to weaken. The firm added it could raise the country's ratings if it sees that "Rwanda's reform momentum translates to a tangible broadening in its growth and export base, and if the monetary policy framework is strengthened while safeguarding macroeconomic and financial sector stability."

## **Relations extérieures**

### **(RWA\_3) KPFA – 27/10**

The International Development Committee of British Parliament's House of Commons has announced that it will examine the controversial decision to disburse budget support to the Government of Rwanda, after first withholding it in response to UN investigators' reports that Rwanda is behind the M23 militia fighting and seizing territory in the eastern Democratic Republic of the Congo.

*Listen on :*

<http://www.anngarrison.com/audio/uk-reconsiders-budget-support-to-rwanda>

*Lire aussi sous :*

<http://www.digitalcongo.net/article/87497>

### **(RWA\_4) BBC – 29/10**

Two human rights groups have asked a South African court to revoke the refugee status of former Rwanda army chief Faustin Kayumba Nyamwasa. They argue he does not qualify as he has been accused of committing alleged crimes during his time in the army.

Lt Gen Nyamwasa fled to South Africa in 2010 after falling out with his former ally, Rwandan President Paul Kagame. Months later he survived an assassination attempt, in which Rwanda denied any involvement.

The Consortium for Refugees and Migrant Rights in South Africa, supported by the Southern Africa Litigation Centre, have asked the High Court in Gauteng province to strip Lt Gen Nyamwasa of his refugee status.

South Africa's immigration authorities granted him refugee status in June 2010 "despite the existence of substantial and credible allegations linking him to war crimes and crimes against humanity in both Rwanda and the Democratic Republic of Congo", the rights groups said in a

statement. "Refugee law is intended to protect the persecuted - not the persecutor."

*Read the whole story under :*

<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-20130243>